

Conférence aussi longtemps qu'elle sera dominée et conduite par la pensée et la volonté d'un seul homme.

"C'est un homme, d'ailleurs, qui vit dans un monde d'idées abstraites, un homme de bonne volonté mais trop simple pour le vieux monde si compliqué.

Il ne possède même pas le pouvoir d'assurer la ratification de sa décision, de ses idées ou de ses actes, non seulement par le peuple américain, mais même par son propre parti."

A la suite de ces divergences d'opinion on va même jusqu'à dire que l'Italie a menacé de rendre impossible la signature du traité, en se retirant de la Conférence et laissant les autres alliés en face de leur convention de ne pas signer de paix séparée.

En Grande-Bretagne, le premier ministre, devenu plus tendre pour les Allemands s'est trouvé en face d'une révolte de la part d'un certain nombre de ses partisans et il a dû, pour les rassurer, prononcer à la Chambre des Communes, un grand discours où, sans donner de détails sur ce qui se passe à Paris, il a assuré qu'il n'était pour lui, aucunement question d'abandonner aucune des réclamations qui faisaient la base de son appel au peuple lors des récentes élections.

Quant à l'intervention en Russie, tout en s'y déclarant nettement opposé il s'est aussi clairement exprimé au sujet de la reconnaissance du parti bolchévik avec lequel il ne voit pas d'entente possible.

Sur toutes les questions fondamentales, il y a, dit M. Lloyd-George, accord parfait, et il a demandé la patience et la confiance du peuple.

Son discours a pris l'allure des anciennes philippiques dont il était coutumier quand il a fait une charge à fond de train contre Lord Northcliffe et les journaux à sa dévotion comme le "Times" et le "Mail". La guerre est déclarée et elle sera apparemment conduite sans trêve ni merci.

Tout cela ne veut pas dire qu'il y a entente parfaite. La question de Dantzig reste toujours sans solution satisfaisante pour la Pologne et la France attend encore une décision qui la protégera contre une attaque possible de l'ennemi héréditaire sur sa frontière de l'ouest. C'est encore un des points des fameux quatorze qui est la pierre d'achoppement.

Sur la question des réparations et indemnités on paraît s'être entendu à demi et le "World" de New-York a même publié samedi une longue dépêche contenant la décision finale de la Conférence à ce sujet. La partie la plus importante de la convention que les Allemands seront appelés à signer se trouve dans le troisième article où il est dit, que:

"Le montant des dommages pour lesquels les pays ennemis fourniront compensation sera fixé par une commission inter-alliée, dont les gouvernements des pays alliés et associés détermineront la forme. Cette commission examinera les réclamations et donnera aux puissances ennemies un temps raisonnables pour se faire entendre. La décision de la commission

sur l'étendue des dommages ci-haut définis sera terminée et signifiée aux pays ennemis le premier mai ou avant cette date et formera l'exposé de l'étendue de leurs obligations. La Commission dressera simultanément une échelle des paiements où seront indiqués la date et le procédé de rachat de cette obligation entière, dans une période de trente ans à partir du premier mai 1921."

Nous donnons ce renseignement sous toutes réserves, car les correspondants des Etats-Unis ne sont pas très scrupuleux et ils ont l'esprit fort inventif. Il n'est pas un d'eux qui ne grille d'envie de renouveler l'exploit de M. de Blowitz, le fameux correspondant du "Times" lorsqu'il publia, vingt-quatre heures avant sa signature, les principaux articles du traité de Berlin.

Depuis cinq mois que l'armistice a été signé les Allemands semblent avoir regagné un peu de leur ancienne morgue, et l'entente anglo-américaine aidant, ils escomptent un succès relatif lors de la discussion du traité de paix. Les journaux allemands vont même jusqu'à insinuer qu'il est possible que leurs délégués refusent de signer la convention quand elle leur sera présentée. "Si l'Entente" dit le "Tageblatt", nous pose des conditions qui soient en désaccord avec les principes que nous avons approuvés de part et d'autre, nous devons faire des contre-propositions qui seront basées sur les quatorze points de M. Wilson. Si l'entente refuse et nous demande simplement de nous soumettre à l'inévitable alors il ne nous restera plus qu'à refuser notre signature."

Voilà la nouvelle manière de l'Allemagne, ou plutôt c'est la continuation de sa politique de déception et de faux-fuyants. Les diplomates qui la dirigent sont les mêmes que ceux qui ont cru jusqu'à la fin que tout leur était permis et qu'on les croirait sur parole. Ils ont vu la puérilité de leur système seulement quand la faillite en a été évidente. Ils ont toujours crié qu'ils étaient sûrs du triomphe alors qu'ils se savaient irrémédiablement écrasés. C'est là la culture allemande.

On ajoute que leurs délégués ne seront pas autorisés à accepter les termes de paix qui seront offerts mais seulement à les recevoir et à les transmettre à l'assemblée à Weimar.

L'Allemagne compte évidemment sur la désunion qui leur paraît régner à Paris. Elle essaiera de pêcher en eau trouble.

Le "Gaulois" en résumant la situation donne ce qu'il considère comme le mot de la fin: "La parole sera maintenant au maréchal Foch."

A. GOBEIL

21 avril 1919.

Depuis que ceci a été écrit, le premier ministre Orlando a quitté Paris pour Rome, mais il laisse, pour tenir le fil d'Ariane, son ministre des affaires étrangères, le baron Sonnino.

A. G.